

[Text]

respected is if these views that we espouse are consistent with the views of this government that is in power. The facts are now being confirmed with regard to pricing.

We came out in February indicating a trend—it was only a preliminary—to test whether prices would actually go up. When we did a sample of five companies and four went up, that was a warning sign of something to come. We had hoped that the Minister of Consumer and Corporate Affairs would have taken up on this and done this for the other 60 companies, as we had done the 5. But all we have heard is a denunciation of our survey that the results are inaccurate, and that we had done this and that. But we will provide evidence that we are totally dead on.

Senator Buckwold: Have you communicated with the Department of Consumer and Corporate Affairs?

Mr. Taciuk: Yes, I have.

Senator Buckwold: Do you have a response from them?

Mr. Taciuk: The minister has not responded to any of my letters.

Senator Buckwold: So no one in his department responded in any way?

Mr. Taciuk: Dr. Eastman's department called me about our study. I said, "I will be glad to get it for you." The Honourable Harvie Andre has a copy that I can forward to you. They were interested in what we were doing. But when I read the transcript of the appearance of the officials from the ministry it appeared that they did not seem to know too much about price increases; yet we had discussed it on the phone with someone from that department. I do not know who it was, but someone did talk to us.

Senator Buckwold: You have been ignored; is what you are saying?

Mr. Taciuk: Yes, we have.

Mr. Musial: Rejected is more like it.

Mr. Taciuk: Yes, rejected.

You will remember that not one provincial health ministry spoke out in support of Bill C-22.

The Chairman: We are not reviewing Bill C-22 here; we are taking a look at Bill S-15 and the necessity, if there is one, to change the law to control prices in a way that is determined in accordance with the statements made by the minister previous to the passing of Bill C-22, namely, that drugs will not increase beyond the CPI.

Mr. Taciuk: Okay.

The Chairman: We are trying to see what happened, trying to fix a base date of the time of exclusivity, and trying to get the facts to see whether the people who, in support of the government's legislation, said they were pure white, 21 and could do no wrong. We have carried those statements into the marketplace.

[Traduction]

sorte que notre point de vue soit conforme à celui du gouvernement au pouvoir. Ce qui se produit actuellement au regard de l'établissement des prix ne fait d'ailleurs que le confirmer.

En février, nous avons entrepris d'effectuer une vérification—bien que sommaire—pour voir si les prix allaient effectivement augmenter. Sur un échantillon de cinq entreprises, quatre avaient haussé leurs prix. C'était là un indice révélateur. Nous espérons que, sur la foi de ces constatations, le ministre de la Consommation et des Corporations allait soumettre les 60 autres entreprises à la même vérification. Au contraire, on a dénoncé notre étude en prétextant que les résultats en étaient inexacts, et on nous a accusés de tous les péchés du monde. Pourtant, nous avons en main des arguments qui prouvent que nous avons raison.

Le sénateur Buckwold: Avez-vous communiqué avec le ministère de la Consommation et des Corporations?

M. Taciuk: Oui, nous l'avons fait.

Le sénateur Buckwold: Avez-vous obtenu une réponse.

M. Taciuk: Le ministre n'a répondu à aucune de mes lettres.

Le sénateur Buckwold: Vous dites que personne au ministère ne vous a répondu?

M. Taciuk: Quelqu'un du service de M. Eastman m'a téléphoné au sujet de notre étude. Je lui ai fait savoir que nous n'avions pas d'objections à lui fournir des renseignements et que l'honorable Harvie Andre avait une copie de notre étude que je pouvais aussi lui faire parvenir. Ils se sont montrés intéressés. Cependant, à en juger par le compte-rendu des témoignages des représentants du ministère, il semble qu'on ne soit pas, là-bas, très au courant des augmentations de prix; pourtant, nous en avons discuté au téléphone avec quelqu'un de ce ministère. J'ignore de qui il s'agissait, mais nous avons bel et bien eu un entretien avec quelqu'un du ministère à ce sujet.

Le sénateur Buckwold: Vous dites que l'on n'a pas tenu compte de votre étude?

M. Taciuk: C'est cela.

M. Musial: Il serait plus juste de dire qu'on l'a rejetée.

M. Taciuk: En effet.

Vous vous rappellerez qu'aucun ministre provincial de la santé ne s'est prononcé en faveur du projet de loi C-22.

Le président: Nous ne sommes pas ici pour examiner le projet de loi C-22; nous nous penchons sur le projet de loi S-15 et sur la nécessité, le cas échéant, de modifier la loi pour exercer un contrôle sur les prix qui soit conforme aux déclarations faites par le ministre avant l'adoption du projet de loi C-22, c'est-à-dire que l'augmentation du prix des médicaments ne devait pas dépasser l'IPC.

M. Taciuk: D'accord.

Le président: Nous essayons de voir de quoi il retourne, de fixer la date où la période d'exclusivité doit commencer et de réunir des faits pour voir si les personnes qui se sont prononcées en faveur du projet de loi du gouvernement sont effectivement aussi blanches comme neige qu'elles le prétendent. Nous avons rendu ces déclarations publiques.